

MEMORANDUM

N° 04/2018 | 10/01/2018

More than 2,024 Daily Memoranda issued from 2006 to end of 2017, with 24,401 pages of Business Clips issued covering all African, European Institutions and African Union, as well as the Breton Woods Institutions. The subscription is free of charge, and sponsored by various Development Organisations and Corporations.

The Memorandum is issued daily, with the sole purpose to provide updated basic business and economic information on Africa, to more than 45,000 European Companies, as well as their business parties in Africa.

Should a reader require a copy of the Memoranda, please address the request to fernando.matos.rosa@sapo or fernando.matos.rosa@skynet.be.

WELCOME BACK TO 2018, THE 12th YEAR OF PUBLICATION

SUMMARY

UN calls on Israel to stop forcing African migrants out of the country	Page 2
A Sao Tomé, les bateaux européens braconnent les ailerons de requins	Page 2
Le G5 Sahel se dote d'un fonds pour gérer l'aide promise	Page 4
Younger generation must take Zimbabwe forward, MDC's Morgan Tsvangirai says	Page 5
Liberia's aid may be at risk with a rookie president, George Weah, at the helm	Page 5
Angola to loosen kwanza's dollar peg to end forex scarcity	Page 6
Africa has dubious honour of being primed to be next leader in dope production	Page 7
Nigeria to get new \$1bn "Virgin City"	Page 8
Égypte : une fatwa contre le Bitcoin	Page 9
L'augmentation de la TVA provoque un tollé en Tunisie	Page 10
Africa's cotton industry looks to the future	Page 11
Auchan accélère au Sénégal	Page 13
African Export-Import Bank to build mega healthcare facility in Nigeria	Page 14
Sommet de la Cemac	Page 15
Announcement from the National Erasmus+ Office in Egypt	Page 16
La culture du cacao décime les forêts de Côte d'Ivoire	Page 17
China's financing of public works in Mozambique exceeds US\$2.28 billion	Page 19
EU and EBRD spur inclusive growth in Tunisia through loans for micro-entrepreneurs	Page 20

UN CALLS ON ISRAEL TO STOP FORCING AFRICAN MIGRANTS OUT OF THE COUNTRY

An estimated 47,000 African migrants live in Israel, and many of them are seeking asylum. Israel has recognized only a handful of such claims and has launched a new programme to force thousands of African migrants out of the country.

On Tuesday, the UN called on Israel to scrap a new programme to force thousands of African migrants out of the country, condemning it as incoherent and unsafe. The programme is targeting an estimated 38,000 people, mainly from Eritrea and Sudan.

Israel has offered them \$3,500 and a plane ticket if they leave by March, warning they may face arrest after the deadline.

The plan was widely criticised when first unveiled last year, but the UN refugee agency (UNHCR) sounded a fresh alarm after Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu's announcement last week that the programme had begun.

"UNHCR is again appealing to Israel to halt its policy of relocating Eritreans and Sudanese to Sub-Saharan Africa," the agency said in a statement. UNHCR spokesperson William Spindler told reporters in Geneva that the programme was not "coherent" and "has not been implemented in a very transparent manner".

Israel has not clearly said where the migrants will go, but tacitly recognises it is too dangerous to return the Sudanese and Eritreans to their home countries. As a result, according to activists in Israel, it has signed deals with Rwanda and Uganda, which agree to accept departing migrants on condition they consent to the arrangement.

Uganda has publicly denied any such deal. Rwanda has also dismissed its involvement, according to the UN. Spindler said the fact that the purported host countries were denying their role made it impossible for the UN to follow up.

UNHCR said it had spoken to 80 people who were given the \$3,500 and flown to Rwanda before heading north, travelling to Rome through conflict zones in South Sudan, Sudan and Libya. "Along the way they suffered abuse, torture and extortion before risking their lives once again by crossing the Mediterranean to Italy," UNHCR said in a statement, explaining that its staff interviewed the migrants in Rome.

Spindler called on Israel to find alternative solutions to the problem, stressing that the UN was ready to help with formal resettlement through official channels. (AFP 09-01-2017)

A SAO TOME, LES BATEAUX EUROPEENS BRACONNENT LES AILERONS DE REQUINS

La loi européenne interdit la pêche aux ailerons de requins – une pratique consistant à capturer le requin pour lui couper les ailerons puis le rejeter mutilé à la mer. Pourtant, des navires battant pavillon européen violent ces règles dans les eaux africaines.

Dans le cadre des Accords de partenariat de pêche (APP), l'UE fournit une aide technique et financière aux pays africains en échange de droits de pêche. Ces accords conclus par la Commission visent à créer un environnement légalement contrôlé dans lequel les bateaux européens peuvent pêcher les surplus des zones économiques africaines. Les autorités de protection de l'environnement et les pêcheurs africains sont en désaccord sur deux points : « légalement contrôlé » et « surplus ».

Les défenseurs de l'environnement soutiennent que la lutte de l'UE contre la pêche illégale dans l'Atlantique africain n'est qu'une simple déclaration d'intention. Bruxelles n'est pas prête à surveiller le respect de ses propres lois contre la pêche illégale et à punir les infractions si nécessaire.

Il y a cinq ans, le 22 novembre 2012, le Parlement a voté le renforcement de l'interdiction de la pêche aux ailerons et comblé les vides juridiques existants. Les navires européens dans le monde entier ou navigant en eaux européennes ont désormais pour interdiction de séparer les ailerons des requins capturés. Seuls les bateaux étant « manifestement capables d'exploiter toutes les parties du requin » devraient à titre exceptionnel demander un permis spécial de pêche. Mais en Espagne et au Portugal, cette exception est depuis longtemps devenue la règle.

Par ailleurs, les accords sur le thon, conclus dans le cadre des APP, laissent davantage la place à l'interprétation et ouvrent, selon les observateurs, la voie à la pêche interdite d'ailerons de requins.

Pêcheries européennes illégales à Sao Tomé-et-Principe

Lors d'une inspection le 5 septembre 2017 dans les eaux territoriales de l'île ouest africaine de Sao Tomé-et-Principe, les autorités ont découvert que le navire espagnol Baz violait le règlement européen sur les ailerons.

Les documents officiels du département des Pêches de Sao Tomé montrent l'ampleur du crime : parmi le butin du Baz, composé de thons, d'espadons et d'autres espèces, se trouvaient également 69 tonnes de viande de requins et d'ailerons, représentant environ deux tiers de la cargaison totale. En outre, les inspecteurs ont trouvé à bord du navire des hameçons J-hooks, plus nocifs pour les poissons que les hameçons circulaires prescrits et principalement utilisés pour les poissons prédateurs comme les requins.

« Lorsque nous sommes tombés sur le Baz et que nous avons découvert que le nombre de requins à bord était deux fois plus élevé que celui des autres poissons, il était clair qu'il s'agissait d'un navire qui, comme l'Alema Primo, capturait principalement des requins, alors qu'il pêchait dans le cadre d'un accord thonier », a déclaré Peter Hammarstedt, chef de campagne à l'ONG Sea Shepherd.

À l'époque, l'Union européenne avait soutenu que l'accord de pêche avec São Tomé-et-Principe prévoyait une exception pour la pêche d'« espèces similaires » et avait renvoyé le cas devant la juridiction nationale. Le ministère espagnol de l'Agriculture et de la Pêche ne voulait pas imposer de sanctions à l'encontre du Primo Alema car cela constituerait une double punition, les autorités de Sao Tomé ayant déjà demandé une sanction. Pourtant, le navire espagnol n'a toujours pas été sanctionné, comme l'a confirmé Joao Pessoa, directeur du département des pêcheries de São Tomé-et-Principe. Peter Hammarstedt est convaincu que le comportement de l'UE dans le cas de l'Alema Primo en 2016 a poussé les navires comme le Baz à continuer de violer les règles antipêche d'ailerons. Des violations qui restent impunies.

La pêche européenne hors de contrôle

De nombreux pays rechignent encore à appliquer les règles de la politique commune de la pêche, ce qui favorise les défaillances du système de contrôle. [Un article de notre partenaire, le Journal de l'Environnement.](#)

Le Baz pratique la pêche à la palangre, qui consiste en une ligne principale en plastique avec d'innombrables hameçons munis d'appâts et des lignes secondaires. Elle peut mesurer jusqu'à 130 kilomètres au total. Initialement considérée comme une technique de pêche efficace et sélective, la pêche à la palangre est aujourd'hui fortement critiquée pour son taux élevé de prises accessoires. Elle est par ailleurs l'une des plus grandes menaces pour les espèces non ciblées telles que les requins. Le permis de pêche permettant au Baz d'opérer à São Tomé-et-Principe a été approuvé en quelques semaines à la demande de l'UE par les autorités locales. Le permis couvre la période allant du 23 mai 2017 au 22 mai 2018, juste avant l'expiration de l'accord de pêche actuel avec l'UE.

Le Baz n'a pas seulement pêché des requins de manière active et coupé leurs nageoires à bord, mais a également violé les règlements 1185/2003 et 605/2013 du Conseil européen. Au moment de leur adoption, Bruxelles avait déclaré que « la pratique consistant à enlever les nageoires des requins... constitue une grave menace pour la protection de ces espèces et la durabilité des pêcheries ».

Le Baz a maintenant été condamné à une amende de 38 000 € par la Direction des pêcheries de Sao Tomé pour des prises effectuées sans autorisation officielle. En novembre, Joao Pessoa a déposé une plainte auprès de l'UE, car le Baz violait pour la deuxième fois en un an les interdictions de l'UE. L'UE n'a toujours pas formulé de commentaires.

Pêcheries durables vs « cash for fish »

Au début du mois d'octobre 2017, l'UE a réaffirmé son soutien pour la durabilité du milieu marin lors de sa [4^{ème} conférence marine à Malte](#). « Les forêts sont le poumon vert de notre planète, et les océans sont le cœur bleu », a déclaré Karmenu Vella, commissaire européen en charge de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche. « C'est à nous tous de faire battre ce cœur bleu. » Sur les quelque 135 millions d'euros du budget de l'UE dépensés chaque année dans les accords de pêche, environ 46 % sont destinés au développement durable du secteur de la pêche locale – création d'emplois, soutien aux pêcheries de petite échelle et meilleurs résultats dans les contrôles, ainsi que dans la science et la recherche.

Dans le cas de l'accord de pêche UE-São Tomé-et-Principe, l'UE verse 710 000 euros par an pour permettre aux navires européens de capturer 7 000 tonnes de thon par an dans ses eaux territoriales au large de la côte ouest de l'Afrique. Mais plus de la moitié de cette somme, soit environ 385 000 euros par an, est consacrée aux permis.

Les pêcheurs locaux de São Tomé-et-Principe, pour qui la pêche traditionnelle est une question de survie, ne gagnent rien. Non seulement ils ne peuvent pas atteindre leurs propres zones de pêche en raison de l'infériorité technique de leurs bateaux par rapport aux navires européens, mais les espèces qui s'y trouvent sont nécessaires pour nourrir leur propre population et ne sont pas considérées par les pêcheurs comme des « surplus ».

L'exemple du thon est également une bonne indication de la manière dont les permis, acquis avec l'argent des contribuables européens, confèrent aux navires européens un avantage concurrentiel par rapport aux bateaux de pêche locaux. En supposant qu'une tonne de thon coûte en moyenne 1 000 euros sur le marché, cela signifie que l'UE ne paiera que 65 euros par tonne dans le cadre de l'accord. Grâce à ces subventions, les navires de l'UE paient environ 35 euros par tonne (les deux tiers de l'effort de pêche sont donc subventionnés par l'UE). São Tomé récolte donc environ 100 € sur une valeur de 1 000 € provenant de ses propres eaux – soit 10 % de la valeur marchande.

São Tomé-et-Principe souhaite modifier les accords de pêche existants avec l'UE à partir de 2018 et il n'est pas le seul. D'autres pays africains veulent aussi résister à l'offre européenne du « cash for fish » (argent contre poisson) à l'avenir et essayer de créer une industrie de la pêche ou de vendre des droits de pêche aux pays asiatiques.

Pour l'UE, ce serait un coup dur, car l'appétit européen pour le thon continue de croître et les stocks dans les eaux européennes sont largement surexploités. C'est pour cette raison que Vanya Vulperhorst, conseillère politique à Oceana Europe, voit un espoir dans la lutte contre la pêche illégale et la surpêche au large des côtes africaines. En juin 2017, l'UE a présenté un [accord provisoire](#) (qui doit entrer en vigueur d'ici 2018) pour ses flottes extérieures beaucoup plus transparent que tout autre règlement antérieur sur la pêche.

Les accords de pêche privés ayant toujours été opaques jusqu'à présent, la nouvelle loi exige que les accords publics comme privés soient tous saisis dans une base de données. Elle devrait également autoriser la Commission européenne à retirer les permis de pêche aux navires battant pavillon européen qui ont enfreint les règles européennes prévues par les APP ou les organisations régionales de gestion des pêches, si les États membres ne le font pas eux-mêmes. Cette proposition a été adoptée par les ministres de l'UE le 12 décembre 2017.

« La nouvelle loi n'est pas aussi robuste que nous le souhaiterions, car les États membres ont un pouvoir disproportionné dans l'UE », a déclaré Vanya Vulperhorst. « Mais au moins c'est un petit pas en avant. » (JA 09-01-2018)

LE G5 SAHEL SE DOTE D'UN FONDS POUR GERER L'AIDE PROMISE

Les pays du G5 Sahel, le Mali, le Tchad, le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie, ont annoncé lundi à Bamako la création d'un fonds fiduciaire pour gérer l'aide promise à leur force conjointe antijihadiste. Cette décision, prise lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense du G5 Sahel, intervient une semaine avant une nouvelle rencontre à Paris entre États membres et pays donateurs.

« La décision importante prise lors de cette réunion ministérielle conjointe est la création du fonds fiduciaire pour accompagner et gérer les importants fonds annoncés pour aider la force G5 dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel », a déclaré à l'AFP le ministre malien des Affaires étrangères, Tiéman Hubert Coulibaly.

L'UE annonce une aide de 50 millions d'euros pour la sécurité au Sahel

La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, a annoncé lundi à Bamako une aide de 50 millions d'euros pour permettre aux pays du G5 Sahel de créer une force conjointe destinée à lutter notamment contre la menace djihadiste.

Ce fonds sera doté de deux organes, un comité de soutien et un comité de contrôle pour une « bonne gestion des fonds mis à disposition par les partenaires », qui seront associés à la gestion « transparente des fonds, gage de réussite de la mission de lutte contre l'insécurité dans le Sahel », a ajouté M. Coulibaly.

Son homologue burkinabè, Alpha Barry, a de son côté rappelé que 294 millions d'euros avaient déjà été promis, avant un sommet des pays contributeurs prévu le 23 février à Bruxelles, « pour compléter les besoins financiers ».

Après l'Union européenne qui s'est engagée pour 50 millions d'euros, outre les 10 millions fournis par chacun des États membres du G5 eux-mêmes, les États-Unis ont promis 60 millions de dollars sous forme d'aide bilatérale, et l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis respectivement 100 et 30 millions d'euros.

Al-Qaïda

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes ont été en grande partie chassés par une opération militaire lancée en janvier 2013, à l'initiative de la France, qui se poursuit.

Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU (Minusma), régulièrement visées par des attaques, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali et le phénomène gagne les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

Face à la dégradation de la situation aux confins de ces trois pays, le G5 Sahel a réactivé en 2017, avec le soutien de la France, son projet de force conjointe antijihadiste, lancé en novembre 2015. (JA 09-01-2018)

YOUNGER GENERATION MUST TAKE ZIMBABWE FORWARD, MDC'S MORGAN TSVANGIRAI SAYS

The leader of Zimbabwe's main opposition the Movement for Democratic Change (MDC), Morgan Tsvangirai, said on Monday that it was time for the older generation to step back and allow "new hands" to lead, raising prospects of leadership change in the party.

Tsvangirai, a former trade union leader who has been at the helm of the MDC since its formation in 1999, disclosed in June 2016 that he had cancer. In 2017, he spent weeks in a South African hospital receiving treatment.

Pictures of a frail Tsvangirai meeting President Emmerson Mnangagwa have increased calls that he consider giving way to a new opposition leader.

Mnangagwa succeeded Robert Mugabe in November after the 93-year old former liberation fighter was eased from office by a de facto military coup.

"I am looking at the imminent prospects of us as the older generation leaving the levers of leadership to allow the younger generation to take forward this huge task that we started together so many years ago with our full blessing and support," Tsvangirai said in a statement.

"We must recognise the imperative that new hands, with the full blessing of the people, must take this struggle and this country forward."

Tsvangirai has been the opposition torch bearer since 2000 and his bitter rivalry with Mugabe, who ruled for 37 years, was often punctuated by violence against opposition supporters.

In August, Tsvangirai reunited with former allies to a forge a coalition to challenge the governing Zanu-PF party in presidential and parliamentary elections due later in 2018.

Tsvangirai has three deputies in the MDC, including the 39-year-old Nelson Chamisa, who is often touted as a future successor to Tsvangirai. (Reuters 08-01-2017)

LIBERIA'S AID MAY BE AT RISK WITH A ROOKIE PRESIDENT, GEORGE WEAH, AT THE HELM

Liberia's development is at risk of slowing as Nobel prize-winning president Ellen Johnson Sirleaf, a darling of foreign aid donors, is replaced this month by an former soccer star with little government experience, experts said.

George Weah, who grew up in a slum in the West African country and later played for top European football clubs, was elected last week to succeed Johnson Sirleaf as her 12-year tenure draws to an end. Johnson Sirleaf, who previously worked for the World Bank and the UN, has been credited with putting the country back on its feet after it was ravaged by civil wars from 1989 to 2003.

But the progress she made — such as building schools, roads, and hospitals — was bankrolled by huge foreign aid flows that analysts say Weah may be unable to maintain. "I think a lot of it had to do with her competence and strategy. Once she came into office, donors lined up," said Steven Radelet, an economist at Georgetown University and former advisor to Johnson Sirleaf.

Liberia still faces severe poverty and under-development and was further crippled by the Ebola epidemic from 2014 to 2016. Less than one in 10 households have electricity and two thirds of people live below the poverty line, according to the World Bank.

Some aid programmes that ended last year were not renewed because donors were anxious about the presidential transition, and this trend will likely continue, Radelet said. "It is a risky time," he told the Thomson Reuters Foundation, adding that times would be hard even if Johnson Sirleaf were staying.

Aid accounts for more than half of Liberia's gross national income, making it one of the most aid-dependent countries in the world, according to the World Bank. Its chief exports — iron ore and rubber — are in a slump, leaving little means of earning

"If the new government is stable and reasonably competent, the World Bank and the African Development Bank will continue to support them," said Judith Tyson, a research fellow at the Overseas Development Institute. "But if not, they may be hesitant to extend further assistance and that would be damaging," she said, adding there is some doubt in development circles about Weah's credibility in economic management

Beyond securing aid, Johnson Sirleaf knew how it should be used and was more involved in development projects than most heads of state, said people who worked with her "She has a very deep knowledge of the strengths and comparative advantage of every donor," said Larisa Leshchenko, Liberia country manager for the World Bank.

The World Bank, one of Liberia's top donors, supports work in agriculture, infrastructure, women's empowerment, and more. According to Leshchenko, while its major policies will be maintained, it is too soon to say whether all programmes will continue. (Reuters/Thomson Reuters 06-01-2018)

ANGOLA TO LOOSEN KWANZA'S DOLLAR PEG TO END FOREX SCARCITY

Angola is planning to give freer rein to its currency and end a foreign-exchange scarcity that has crippled the oil cartel Opec member's economy. It also plans to renegotiate some debt, which sent its dollar securities tumbling.

The central bank will scrap the kwanza's peg to the dollar and establish a band in which the currency will trade before the end of this quarter, governor José de Lima Massano told reporters in Luanda on Wednesday. The central bank won't publicize the trading range, but will take "corrective measures" if the kwanza floats outside it, he said.

"We have an exchange rate that does not reflect the truth," Massano said. The possibility of a currency depreciation is "great".

The trading band will be decided at a policy meeting on Thursday, the country's RNA Radio reported, without saying how it got the information.

The move underlines how President João Lourenço, little more than three months after being elected in place of José Eduardo dos Santos, is driving through reforms to bolster growth in Africa's second-largest oil exporter. Angola's economy was battered by the fall in crude prices from mid-2014, and its foreign reserves fell to the lowest since 2010.

While its currency has weakened more than 40% against the dollar since the oil crash, analysts say it's still over-valued. The kwanza has been pegged at about 166 against the dollar since April 2016, but trades at 430 on the black market, according to website kinquilahoje.com.

Authorities have vowed to crack down on black-market currency traders to try to narrow the gap between the official and the informal exchange rate.

Reserve drop

Forex reserves dipped to \$14.2bn in November from \$15.4bn in October, and are down from \$20bn at the start of 2017, according to the central bank.

The dollar shortage has left hundreds of companies struggling to pay foreign workers and overseas suppliers, prompting many to leave the import-dependent country. To stem dollar outflows, Angola has imposed limits on the transfer of foreign currencies abroad.

"It's difficult to tell, but it's possible they will let the kwanza drop by more than 20%," said Samantha Singh, an analyst at Absa Bank.

Angola will seek to renegotiate domestic and foreign debt to reduce the burden on government finances, finance minister Archer Mangureira said at the same press conference. It may issue more debt if the need arises, he said. The previous government of Dos Santos began talks in August with banks to raise \$2bn of bonds.

"We're developing efforts to renegotiate our debt with our main partners throughout 2018," he said. The nation's foreign debt is \$38bn and renegotiating the maturities and interest rates of liabilities is a "priority", he said, without providing more details.

The yield on Angola's \$438m of securities due in 2019 rose 32 basis points, the most on a closing basis since March, to 5.4% by 10.04am in London on Thursday. The rate on the government's \$1.5bn of debt maturing in 2025 rose six basis points to 6.88%.

"The yield on Angola's eurobond could rise by 700 to 1,000 basis points," William Jackson, a senior emerging-markets economist at Capital Economics in London, said in an e-mailed note. Much of Angola's external debt is in the form of bilateral loans from nations such as China, rather than eurobonds, according to Jackson.

The government was carrying out a "diagnosis" of the country's \$5bn sovereign wealth fund after reports last year about alleged mismanagement of the Fundo Soberano de Angola's finances. (Bloomberg 04-01-2018)

AFRICA HAS DUBIOUS HONOUR OF BEING PRIMED TO BE NEXT LEADER IN DOPE PRODUCTION

Africa is poised to be the world's next marijuana powerhouse, according to a magazine that covers the development of the legal cannabis industry globally.

Dope, based in the US, says Lesotho's decision to grant a medical marijuana licence to Verve Dynamics — a Somerset West company that produces botanical extracts — "is the first time in Africa that cannabis has been viewed as a source of revenue instead of a criminal activity, and it's about time".

In an [article posted on its website](#) on Thursday, Dope said Africa produced a quarter of all cannabis and "an estimated 38.2-million African adults [7.7% of the adult population] use cannabis each year — far more than the world average of 3.8%".

Yet progress towards decriminalisation and legalisation had been slow. "Most African countries have been hesitant to embrace the rapidly expanding market for legal cannabis, although Africa has produced cannabis for generations. With colonisation came criminalisation." Dope said despite Verve Dynamics's new licence, "no effort has been made to legalise or regulate cannabis in Lesotho, and it's the same in SA".

But the tide was turning in countries such as Morocco, Malawi and Swaziland, and the economic argument in favour of legal cultivation was eventually likely to win out.

"While the impact would be different for each country on the continent, there's no doubt that for some of the poorest residents, the benefits would be substantial," it said.

"For example, in Swaziland, deep poverty can still be found in many rural areas, and cannabis is already responsible for helping some families survive. Khathazile, a grandmother of 11 orphaned grandchildren, told the New York Times, 'If you grow corn or cabbages, the baboons steal them. Without weed, we

would be starving.'□ If cannabis is grown and exported legally across the African continent, the gains could be huge — as much as \$79.8bn [R983bn] per year. And some of the biggest benefits could go to Africa's smallholder farmers, who would be able to command the market price, if it were legal." Dope said demand for hemp — being grown on a trial basis in Malawi — had increased exponentially in the last few years, and it could be a valuable export crop.

"And the list of benefits is extensive: hemp is easy to grow, prevents soil erosion, is disease-resistant and far better for the environment, requiring 50% less water than cotton.

"Could marijuana be the next big industry for Africa? If handled correctly by each country's governments, as well as the large businesses that set up shop in conjunction with local farmers, it very well could be." (BD 04-01-2018)

NIGERIA TO GET NEW \$1BN "VIRGIN CITY"



Calabar in Cross River state has a population of 370,000

Work has begun on a \$1bn port city in Nigeria's southeastern state of Cross River following a groundbreaking ceremony.



People's Democratic Party politician Ben Ayade

The scheme, to be called the Virgin City, will be located south of the city of Calabar at the mouth of the Cross River. The aim is to build a deepwater port surrounded by facilities for industry and tourism.

The scheme will be developed by the Mark Sino Construction Company, which presently runs a quarry in the region, and built by Baishan Zhongtian Development Group. Speaking at the ceremony, Wei Hengshan, the chairman of Mark Sino, [said](#) his company would “work according to specification to positively transform the lives of the citizenry”.

Ben Ayade, the governor of the state, said work would start on the port on 15 January. He added that first order of business would be building accommodation for the 35,000 workers who would be employed on the scheme at its peak.

Other projects in the pipeline include centres for building materials, textiles and auto parts, a “water world fairground” complete with artificial lake, a golf course and a “dancing square”, as well as shops, hotels, schools and a hospital.

Mark Sino is based in Jilin province, which borders North Korea.

Mr Ayade said he was confident that the firm would deliver the project. “I have been to Jilin, which is a fantastic place with very wide roads and well-built areas that make it far more civilized than America,” he [commented](#), adding: “I think we have a great opportunity to use my exposure and contacts to seek an alternative to the continuous dependence on federal allocation.”

He also pledged that the local community would be “emphasised” when recruiting labour. A frequent criticism of Chinese projects in Africa is the use of labour imported from China.

The scheme is part of a wider programme of infrastructure provision that is controversial for other reasons. In particular, a 260km six-lane “superhighway” has been criticised for despoiling one of Nigeria’s few remaining rain forests and displacing up to 1 million people. The road is planned to run north from the Virgin City to Nigeria’s border with Chad.

The city will also be on a \$12bn railway that China is building along the coast of Nigeria. (CGR 05-01-2018)

ÉGYPTE : UNE FATWA CONTRE LE BITCOIN



À gauche, le grand mufti égyptien Chawki Allam, en compagnie du directeur du Centre d'étude de l'Islam et du Moyen Orient, Ahmad Iravani, et de l'archevêque de Canterbury, Justin Welby, lors du Forum de Davos, en 2016.

Encore une épine dans le pied des monnaies virtuelles : le grand mufti d'Égypte, Chawki Allam, a pris officiellement position contre le Bitcoin, qu'il assimile à un jeu de hasard, interdit en Islam, et qu'il soupçonne de permettre le financement du terrorisme.

Après les inquiétudes des États contre les monnaies virtuelles, voici celles des religieux. Le 1^{er} janvier, le grand mufti d'Égypte, Chawki Allam, [a affirmé son opposition au Bitcoin](#), arguant qu'elle ne constitue

pas « une base crédible de négociation », qu'elle « peut induire les utilisateurs en erreur » et qu'elle « encourage la triche ».

Le dignitaire religieux compare également la cryptomonnaie à un jeu de hasard, interdit en Islam, et la soupçonne de pouvoir financer le terrorisme.

Des mesures difficiles à faire appliquer

Une décision qui rejoint celle du ministère turc des Affaires religieuses, qui avait conclu, le 24 novembre, que l'achat et la vente de monnaies virtuelles n'étaient « pas compatibles avec la religion en raison du fait que leur évaluation est ouverte à la spéculation », selon le site musulman d'actualité *Saphirnews*.

Alors que les monnaies virtuelles ont enregistré en 2017 une belle progression, les crispations se multiplient. Ainsi, en février, le Nigeria a interdit aux banques de dépôt d'exploiter les monnaies virtuelles, [le Maroc](#) et l'Algérie lui emboîtant le pas quelques semaines plus tard.

Des mesures qui restent difficiles à faire appliquer, le Bitcoin n'ayant par nature aucune territorialité. La Chine en est un exemple emblématique : mi-septembre, Pékin a tenté de bannir les plateformes d'échange de ces monnaies. Mais passé les premières heures de panique, le cours de la monnaie virtuelle s'est ressaisi, les échanges se déportant vers des plateformes installées au Japon et en Corée. Reste à savoir si les autorités religieuses auront plus de poids que les gouvernants. (JA 05-01-2018)

L'AUGMENTATION DE LA TVA PROVOQUE UN TOLLE EN TUNISIE



Dans une rue commerçante de Tunis

Les Tunisiens devront déboursier près de 300 dinars par mois (environ 100 euros) et par foyer pour faire face aux hausses des prix. Une situation provoquée par l'entrée en vigueur de la loi de finance 2018, qui prévoyait une importante majoration de la TVA.

Avec l'entrée en vigueur de la loi de finances 2018, une majoration de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), allant de 2 % jusqu'à 300 % selon les produits, est devenue effective et provoque une importante hausse des prix. Les hydrocarbures sont concernés, avec 50 millimes de plus sur le litre d'essence, mais aussi l'énergie, l'alimentation, l'immobilier, les produits importés... Aucun secteur n'est épargné. Rien qui n'ait déjà été annoncé et dénoncé par les économistes et la société civile tunisienne lors de l'examen de la loi de finance. N'empêche, les députés semblent découvrir sa portée depuis son application et comptent auditionner au plus vite [le ministre des Finances, Ridha Chalghoum](#) et le ministre du Commerce, Omar Behi. Une réaction tardive qui ne changera rien à [une loi adoptée par 134 élus sur 217](#).

Résultat : une situation extrêmement tendue qui met à mal le gouvernement et fait le jeu de certains partis politiques à quelques mois des [élections municipales qui auront lieu en mai 2018](#).

Spéculation et basculement vers l'informel

L'opposition, dont le Front Populaire, appelle à des manifestations tandis que l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) exige de préserver les prix des aliments de base (pain, pâtes, couscous, lait, huile végétale et sucre), auxquels l'État alloue, via le système dit de compensation, 3,52 milliards de dinars (1,18 milliard d'euros) de subventions. Mais déjà les spéculations vont bon train ; le sucre en vrac, à 0,97 dinar le kilo, est introuvable, il a été conditionné est vendu à 1,5 dinar.

Le gouvernement, qui escompte remplir les caisses de l'État grâce à la hausse de la TVA, avait été averti : une augmentation généralisée des prix risque de faire basculer l'économie vers l'informel. De son côté, l'économiste Ezzeddine Saidane met l'accent sur le coût élevé que le Tunisien devra payer pour renouer avec la croissance et souligne les effets sur la consommation de la dévaluation du dinar.

Abdelaziz Kotti, responsable national du suivi de l'action gouvernementale au sein de Nidaa Tounes, précise que son parti, le second en nombre à l'Assemblée, n'était pas favorable aux mesures de la loi de finances mais ne pouvait que de la voter puisque Nidaa Tounes est partie prenante du gouvernement d'union nationale mené par Youssef Chahed.

Des explications qui auront du mal à convaincre les Tunisiens, lesquels devront déboursier près de 300 dinars par mois et par foyer pour faire face aux hausses des prix, selon l'expert en finances Mourad Hattab. Pratiquement le montant du salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) qui est de 357,136 dinars par mois.(JA 04-01-2018)

AFRICA'S COTTON INDUSTRY LOOKS TO THE FUTURE



To describe cotton as ubiquitous is almost an understatement. The textile is so much a part of modern life as to be nearly invisible.

From Egyptian [cotton](#) bed sheets (said to be the most luxurious in the world) to the towels you use after a shower; or the undergarments, blue jeans, shirts and socks that you might wear – all originate from a small white boll, or seedpod, that is cultivated around the world. This makes cotton one of the world's most important commodities, and the most valuable non-food agricultural crop.

Africa is an important producer and the continent has a significant role further along the value chain as a manufacturer of apparel. Africa grows just under 10% of the world's total cotton harvest, but unlike any other region it is the smallholder farmer, rather than large-scale plantations, that grow this crop.

Cottonseed is also used to extract edible oil that is used, especially in [West Africa](#), in both animal feed and products like margarine. Out of the 12 leading African cotton-producing countries, eight are in West Africa.

The rest of Africa's cotton growing takes place among four zones along a north–south strip stretching from the Nile Valley to South Africa. The most important zone is that of the Nile Valley. Egypt has long been a leading African producer.

The Origin Africa conference in Mauritius, organised under the aegis of the African Cotton and Textile Industries Federation (ACTIF), took place over two days in September and drew delegates from across the continent and further afield; from Asia, the Americas, the US and Europe.

The first day's presentations were taken up with the issues concerning cotton production and the various international crop certification options. One of the principal organisations offering global cotton production standards is the Better Cotton Initiative (BCI). Its representative, Romain Deveze, described how the BCI is bringing an integrated approach to tackling the vulnerabilities of the complex supply chain to ensure the industry's sustainability.

The BCI works with about one million farmers, or 8.8% of the global total who grow the crop, to reduce the use of pesticides, synthetic fertilisers and water while increasing farmers yields and the take-up of organic fertilisers.

These are important objectives, for, as the Environmental Justice Network has reported, cotton accounts for 26% of global insecticide releases – more than any other single crop. Almost 2kg of hazardous pesticides are applied to every hectare of land under cotton cultivation.

These troubling statistics are just the latest chapter in the awful history of a crop that underpinned the transatlantic slave trade and caused millions of Africans to be abducted and subjugated to a life of hard labour in the cotton plantations of the southern US.

The cotton industry became one of the world's largest industries, and most of the world's supply of cotton came from the US South, fuelled by the labour of slaves on plantations.

Even with the Union's victory in the civil war, the fortunes of plantation slaves changed little. Many became sharecroppers, eking out a precarious living on a small plot of land growing cotton.

From 1803 to 1937, the US was the world's leading cotton exporter. Its cotton industry became a powerful political lobby, able to sway successive administrations to grant subsidies to cotton farmers. Cotton's financial and political influence in the 19th century has been likened to that of the oil industry in the early 21st century.

Accessing the US market

By the end of the 1990s, the big four West African cotton farmers – Benin, Burkina Faso, Chad and Mali – had joined together to express their unhappiness at these unfair subsidies, but it was Brazil that had the financial muscle to take the US to the WTO, which found against the US and ordered the elimination of cotton production subsidies as well as the US agricultural commodity export guarantee programmes. While Marsha Powell, representing Cotton USA at the Mauritius conference, implied that US government support to US cotton farmers was a thing of the past, a number of other delegates told African Business that US policy continues to skirt international trade rules. The result has been that, effectively, the US restricts competition from overseas cotton producers.

Nevertheless, the African Growth and Opportunity Act (AGOA), has empowered African manufacturers to export clothing to the US tariff free. This has been driven by, in the main, Indian, Chinese and Turkish manufacturers switching their manufacturing to African countries. But there are moves by smaller African manufacturers to win valuable export market share.

For example, the Nigerian Export Promotion Council organised half a dozen designers to travel to Mauritius and showcase their fashions at the trade show that followed the conference.

Speaking to African Business, Muiet Atunnise of Atunnise Clothiers said that she would be returning to Lagos enthused by the reception her collection had received and determined to take advantage of the many international connections she had made.

As far as the mass-market industry is concerned [Kenya](#), Lesotho and Mauritius account for much of the apparel exports under AGOA. In 2014, Kenya exported \$423m worth of apparel to the US, followed by Lesotho with \$289m, Mauritius \$227m and Swaziland \$77m.

According to Gail Strickler, assistant US trade representative for textiles and apparel, African textile and apparel exports to the US could potentially quadruple to \$4bn over the next decade, creating 500,000 new jobs, through the renewal of the AGOA signed into law in June 2015.

Impact of new technologies

But the Origin Africa conference did far more than just discuss macro-economic trends. The second day's proceedings included a debate on the fourth industrial revolution (essentially the application of new technologies to the industrial process) and its impact on the industry.

As Jaswinder Bedi, the ACTIF chairman commented, harnessing new technologies at the right time and throughout the [textile](#) value chain is an essential element for the industry to continue to benefit Africa's millions of cotton farmers.

And speaking to African Business, Yousouf Djime Sidime, the permanent secretary to the Bamako-based Association of African Cotton Producers said that his organisation was determined to both grow production and ensure farmers received a fair price for their harvests. (Afr. Business 23-10-2017)

AUCHAN ACCELERE AU SENEGAL



Dans le quartier huppé des Almadies, à Dakar

Depuis l'ouverture de son premier supermarché à Dakar, en 2015, le groupe français poursuit son déploiement et vient de racheter les neuf magasins Citydia pour étendre son réseau.

Rien ne semble plus pouvoir arrêter Auchan Sénégal, la filiale locale du quatrième distributeur français. [Implanté dans le pays depuis 2014](#), d'abord sous l'enseigne Atac, Auchan Sénégal a racheté à la fin de septembre les magasins Citydia, un de ses principaux concurrents. Les neuf supermarchés, d'environ 600 m², implantés à Dakar, appartenaient à l'homme d'affaires libanais Adel Attyé, principalement actif dans l'agroalimentaire et la fourniture d'équipements électriques. Au début de 2017, le groupe Mercure international de Monaco, qui exploite la franchise Casino au Sénégal, avait entamé des négociations sans parvenir à un accord sur le prix. Selon nos informations, le réseau avait été initialement mis en vente à 9 milliards de F CFA (13,7 millions d'euros).

Des projets à travers le Sénégal

Avec cette acquisition, le groupe français appartenant à la famille Mulliez, qui a fait passer ses points de vente sous la marque Auchan à la fin de 2016, devient le premier réseau de distribution sur le marché. Pour le moment, le montant de l'opération n'est pas encore connu, et la finalisation du rachat « reste soumise à certaines conditions suspensives », explique à *Jeune Afrique* Laurent Leclerc, directeur général d'Auchan Sénégal.

Si le responsable ne communique pas plus sur les résultats financiers de l'entreprise, il indique avoir carte blanche pour poursuivre l'offensive dans la capitale et ses environs, tout en amorçant l'implantation du distributeur dans le reste du pays.

Il dirige déjà à Dakar six supermarchés et prévoit la construction d'un autre, pour un coût annoncé de 2 milliards de F CFA, à Mbour, à 100 km au sud de la capitale sénégalaise, ville qui abrite la station balnéaire de Saly.

D'autres projets d'implantation sont également dans le pipeline du distributeur, dans la ville de Thiès, à 80 km de Dakar. Deux surfaces de taille moyenne devraient bientôt y être ouvertes, ainsi qu'un centre commercial de 10 000 m².

98% des employés sont sénégalais

Auchan Sénégal emploie ainsi, au total, selon sa direction, 600 collaborateurs, dont « 98 % de Sénégalais », et compte porter cet effectif à un millier d'ici à la fin de l'année.

À ces projets, il faut ajouter le réaménagement des neuf points de vente Citydia nouvellement acquis, dont le coût peut être estimé entre 1 et 2 milliards de F CFA si le groupe français les met aux normes internationales.

Reste à voir comment Auchan arrivera à intégrer un réseau à la fois présent dans des zones huppées comme les Almadies et des quartiers populaires comme Liberté 6.

« Certains points de vente sont difficiles d'accès pour les populations ne résidant pas à proximité immédiate. Cela pose un problème pour les rentabiliser », estime un spécialiste de la grande distribution.

Auchan veut toucher toutes les populations

[Mais Auchan, optimiste, entend demeurer fidèle à sa stratégie initiale.](#) « Il y a trois sortes de distribution dans le pays. Le très haut de gamme, sur lequel Casino s'est positionné en se contentant de toucher 2 % à 3 % de la population. Les marchés locaux, qui captent la clientèle qui a peu d'argent. Et, entre les deux, il existe tout un tissu de supérettes de dépannage, plus ou moins modernes. Notre vœu est de proposer des magasins modernes, propres, climatisés, garantissant la sécurité alimentaire et offrant des prix au moins comparables à ceux que l'on peut trouver sur le marché », détaillait en 2015 pour *Jeune Afrique* Laurent Leclerc, par ailleurs ancien directeur commercial d'Auchan Supermarchés dans l'Hexagone.

Contrairement à Casino, Auchan ne craint donc pas de s'implanter au sein des quartiers mi-populaires, mi-classe moyenne émergente comme Nord Foire ou Scat Urban, où Citydia exploitait deux points de vente.

Dans ces zones, le distributeur a ajusté ses prix en fonction du pouvoir d'achat. Par exemple, il est ainsi facile de retrouver dans ses rayons plus d'un millier de références dont les prix n'excèdent pas 1 000 F CFA.

Un bachelor avec Sup de Co

À la fin de septembre, le distributeur français a signé un partenariat avec l'école Sup de Co Dakar pour la mise en place d'un bachelor en commerce et distribution destiné à des jeunes triés sur le volet.

À l'issue d'une formation gratuite, les diplômés pourront intégrer directement le groupe Auchan. (JA 23-10-2018)

AFRICAN EXPORT-IMPORT BANK TO BUILD MEGA HEALTHCARE FACILITY IN NIGERIA



The African Export-Import Bank (AFREXIM) is to build a mega center of excellence for tertiary healthcare in Nigeria, in partnership with Kings College London.

AFREXIM is developing the Centre as a joint initiative with the Kings College London, and the idea is to create capacities to treat complex diseases in Africa, reduce medical tourism and train medical practitioners.

At a local media engagement on Wednesday in Abuja, Benedict Oramah, President and Chairman, AFREXIM said the bank is building the facility in collaboration with the Federal Government, through the ministry of health and run under an arrangement with London Kings College hospital.

The facility will be owned by AFREXIM and will be opened to investors within Africa and outside, according to Oramah.

“We are also in the process of promoting intra African trade, this time in medical services, working with the ministry of health and Kings College London, to build a Centre of Excellence for tertiary care in Nigeria,” he stated.

He said Nigeria was selected to host the Centre of Excellence in health care facility, through a competitive and open process and that the agreement was signed in July.

He said work would commence on the project next year, which will not only look at cancers but cardiovascular diseases.

He said the Centre will be cited in Abuja or Lagos, a decision which the Nigerian government will take.

He said this will help Africans who travel abroad to access medical facilities and in the process, conserve the scarce forex and check brain drain in the medical field.

He further observed that the cost of the facility is not yet finalized, assuring that funding would not be a limitation.

Owned by shareholders from 44 participating countries spread across the continent, AFREXIM Bank has total assets amounting to about \$15 billion and on an annual basis, disburses over \$20 billion to \$25 billion, supporting all aspects of trade and trade related activities. The bank has since commencement of operations in 1994, disbursed close to \$40 billion, according to available figures.

AFREXIM is a pan- African multilateral trade Finance institution created in 1993 as a private sector led bank, but under the auspices of the African. Development Bank with the mandate to finance and promote intra and extra-trade using three broad services. (BD 08-11-2018)

SOMMET DE LA CEMAC



Paul Biya, président du Cameroun, et Idriss Déby Itno, président du Tchad, le 31 octobre à N'Djamena lors du sommet de la Cemac.

Réunis à N'Djamena, les chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale sont parvenus à régler nombre de dossiers épineux... À commencer par la suppression des visas.

Une conjoncture économique défavorable peut avoir des vertus. En butte à des difficultés budgétaires et en quête de relance, l'Afrique centrale bouge enfin. Le 31 octobre, au cours d'un sommet convoqué à N'Djamena, au Tchad, les chefs d'État ont fait aboutir en quelques traits de plume une pile de dossiers pourtant bloqués depuis plus d'une décennie.

Conséquence, le lendemain, [1er novembre, à la suite des autres pays membres](#), le Cameroun a été le dernier de la Cemac à supprimer l'exigibilité du visa aux ressortissants des autres pays membres. Ironie de l'histoire, les plus réticents à l'ouverture des frontières, décidée en 2013, le Gabon et la Guinée équatoriale, l'avaient même précédé de quelques jours. Il faut croire que la chute des cours du pétrole a mis en berne la force des égoïsmes nationaux.

Concrètement, qu'est-ce qui va changer ? A priori, c'est la fin de toute sorte de tracasseries policières. Mais attention ! Avant de prendre l'avion, il vaut mieux s'assurer que l'on ne risque pas d'être refoulé à l'arrivée. Le Gabon, la Guinée équatoriale et le Congo réservent le passage de leurs frontières sans visa aux seuls détenteurs de passeports biométriques. Le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine, eux, n'exigent qu'une « pièce d'identité sécurisée » en cours de validité.

Vers la fusion de la Cosumaf et la CMF

Le deuxième dossier épineux enfin tranché concerne la création d'une Bourse des valeurs mobilières commune basée à Douala, au Cameroun, en lieu et place des deux actuels marchés financiers. Au bout de treize années de cacophonie, la Cemac se range aux préconisations de départ formulées par la Banque mondiale et le cabinet européen Roland Berger. Sur ce sujet aussi, la mise en œuvre de la décision politique ne sera pas une sinécure.

Fusionneront pour ne constituer qu'un seul régulateur situé à Libreville

Le processus pourrait être celui envisagé en février 2016 par l'ex-gouverneur de la Beac Lucas Abaga Nchama, qui prévoit une période transitoire de trois ans au cours de laquelle les deux marchés continueraient de fonctionner séparément, tout en harmonisant leurs réglementations. Cela implique des doubles cotations, mais aussi que les intermédiaires soient agréés pour opérer sur les deux places boursières.

À la fin du processus, les deux régulateurs – la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale ([Cosumaf](#)) et la Commission des marchés financiers ([CMF](#)) du Douala Stock Exchange – fusionneront pour ne constituer qu'un seul régulateur situé à Libreville.

Problème de financement

Le Cameroun se frotte les mains, lui qui portait à bout de bras son propre marché financier tout en versant à la Cosumaf une cotisation annuelle de 350 millions de F CFA (534 000 euros). En revanche, les salariés de la CMF craignent pour leur emploi dès lors que cette structure est vouée à se fondre dans la Cosumaf. Un fonctionnaire communautaire relativise : « La Cosumaf étant en sous-effectif, elle n'aura a priori aucun mal à les absorber. »

Le retour du FMI peut incidemment donner un coup d'accélérateur à l'intégration économique

À propos de l'éternel problème lié au financement de la communauté, une première mesure audacieuse annule 90 % des arriérés dus au non-reversement par plusieurs pays de la taxe communautaire d'intégration dans les comptes de l'organisation « afin de partir sur de nouvelles bases ».

Le retour du [FMI](#) peut incidemment donner un coup d'accélérateur à l'intégration économique, d'autant que, dans les réformes que l'institution mène avec les différents gouvernements, un accent particulier est mis sur la cohérence et la compatibilité avec les lignes directrices du programme de réformes économiques de la Cemac (JA 02-11-2017)

ANNOUNCEMENT FROM THE NATIONAL ERASMUS+ OFFICE IN EGYPT

The National Erasmus+ Office - Egypt, being the only official entity responsible for the representation and implementation of the EU-funded programme "Erasmus+" in Egypt, would like to confirm that there is no other entity entitled to represent, implement, or receive applications from individuals, impose fees under any aspect of benefiting individuals in the form of scholarships, fellowships, internships or volunteering activities.



Applicants are only entitled to submit applications to universities which consequently comply to European data protection and privacy regulations. Applicants and scholars are never entitled to pay any fees to any entity according to programme rules.

Submitting an application or paying money to such entities claiming to represent the programme might make the person liable to privacy breach and/or theft.

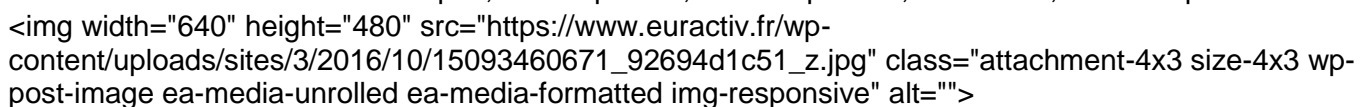
For more information, please consult the website of the National Erasmus+ Office - Egypt: <http://www.erasmusplus-egypt.eu/index.php/en/> (EEAS 08-01-2018)

LA CULTURE DU CACAO DECIME LES FORETS DE COTE D'IVOIRE

Les parcs et forêts protégées ivoiriennes ont été peu à peu détruits par l'or brun. Les autorités tentent d'enrayer cette déforestation galopante, mais leur action est entachée par des soupçons de corruption. Entre Boualfé et Daloa, des camions chargés à bloc de grumes circulent entre les ornières de la route longeant le parc de la Marahoué. Ce vaste parc naturel, créé en 1968, comptait à l'origine 101 000 hectares de forêts, mais aussi une faune riche d'éléphants, d'hippopotames et de chimpanzés.

Si quelques arbres subsistent en bordure de route, les exploitations illégales de cacao ont envahi l'espace, décimant la faune et la flore. Les tentatives d'infrastructures touristiques, dont une partie avait été financée par l'Union européenne, sont à l'abandon depuis des années.

« Dans le parc, il n'y a plus rien, plus d'animaux tout est parti », tempête Jean-Baptiste Irie Bi Irié, auxiliaire de vie à Dianfa, un des villages jouxtant la Marahoué, où la majorité des habitants vivent grâce à la culture de fèves. « Les antilopes, les éléphants, les chimpanzés, les buffles, tout a disparu. »



La planète s'apprête à perdre deux tiers de ses animaux sauvages d'ici 2020

Le nombre d'animaux sauvages vivant sur la planète devrait chuter de deux tiers d'ici à 2020, prévient un nouveau rapport. Une extinction massive détruit l'habitat naturel duquel dépend l'humanité. Un article de notre partenaire *The Guardian*.

La dégradation du parc naturel, soit disant protégé, a commencé dès sa création. Une poignée de planteurs de cacao étaient alors installés dans la future réserve. Ils n'ont pas quitté les lieux, faute de solution de réinstallation. Et l'expansion des plantations au fil des arrivées de nouveaux planteurs a entraîné la dégradation graduelle du couvert forestier, dont il ne reste aujourd'hui que des vestiges.

Economie cacayoère

La cinquantaine, Kouadio N'Guessan cultive quelques hectares de cacao dans le parc de la Marahoué. « Ma famille est arrivée en 1958 » explique-t-il. Dans son village, ils sont une poignée de petits

planteurs à revendre leur production au village de Bouaflé, d'où les cargaisons de fèves sont ensuite acheminées vers les ports d'Abidjan ou de San Pedro, avant de partir vers le marché international.

« Mais ici on n'est pas dans le parc, il commence plus loin », avance-t-il Kouadio N'Guessan. Si la culture de cacao est illégale, elle n'en est pas moins omniprésente. Et l'économie parallèle du cacao s'est institutionnalisée.

Pour obtenir l'exploitation d'une parcelle, les planteurs étrangers – principalement du Burkina Faso – doivent payer aux populations locales une somme comprise entre 75 000 et 150 000 Francs CFA, (115 et 230 euros) selon la qualité de la terre. « Dans les parcs et les forêts classées, le cacao pousse beaucoup mieux et le grainage est meilleur. C'est pour ça que les planteurs s'y installent », explique Fatmé Ghaddar, qui dirige une coopérative de cacao basée à Man. Ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder à une parcelle louent leurs services comme ouvriers agricoles pour des salaires extrêmement bas, avoisinant les 400 euros par an.

La situation du parc de la Marahoué ne fait pas figure d'exception en Côte d'Ivoire, où les aires protégées ont le plus souvent été dévorées par l'expansion de la culture du cacao, principale ressource du pays.

Au cours des dix dernières années, la déforestation a détruit environ 2,1 millions d'hectares de forêt, dont au moins un tiers directement à cause du cacao. Et depuis 1960, le constat est encore plus amer, puisque la Côte d'Ivoire a divisé sa couverture forestière par quatre.

Et cette déforestation galopante continue de faire vivre l'économie du pays. Le cacao fournit environ 40 % de recettes d'exportation du pays et 10 % du produit intérieur brut (PIB). Et fait vivre environ 6 millions d'Ivoiriens.

Expulsions et corruption

Au sein du seul parc de la Marahoué, plusieurs dizaines de milliers de personnes vivent aujourd'hui des plantations de cacaoyers qui occupent la majeure partie du parc. Récemment, la pression politique pour mettre fin à la dégradation des forêts ivoiriennes s'est cependant accentuée, notamment dans la foulée de l'Accord de Paris sur le climat.

Le gouvernement ivoirien a donc tenté un toilettage de sa politique de lutte contre la déforestation et s'est engagé, lors de la COP 23, dans [l'initiative pour le cacao et les forêts](#), qui rassemble les deux principaux pays producteurs – Côte d'Ivoire et Guinée – ainsi que les grands chocolatiers mondiaux et des acteurs de la société civile autour d'un programme commun. Une initiative célébrée à Bonn en novembre dernier, non sans un certain cynisme. «Maintenant que toute la forêt est partie, ils peuvent toujours s'engager à la protéger» pestait un environnementaliste dans les couloirs de la conférence sur le climat.

Les pays tropicaux réclament de l'aide pour sauvegarder leurs forêts

Les pays en développement se sont engagés à l'occasion de la COP 21 à protéger leurs forêts, contre contrepartie. Pour l'heure, le programme REDD+ ne fait pas partie de l'accord de Paris.

Dans le parc de la Marahoué, la question de la lutte contre la dégradation s'est néanmoins accélérée depuis quelques mois. Fin 2016, de l'Office ivoirien des parcs et réserves (OIPR), en charge de la préservation du parc, a conclu un accord d'évacuation avec les occupants du lieu, et entamé des opérations de destruction des villages. « Zone après zone ou de manière simultanée, toutes les habitations humaines à l'intérieur du parc devront céder la place à la nature. Les populations sont informées de ces faits, elles seront sensibilisées davantage afin qu'elles partent de gré ou de force de cette aire protégée », soutient Rémy Kouassi Kouadio, ingénieur principal des Eaux et forêts de l'OIPR. Le village de Zamanamakro, qui avait abrité jusqu'à 10 000 habitants, a ainsi été évacué par l'OIPR. Les maisons en dur, les « maquis », l'église et l'école construits par les habitants ont été rasés. Depuis le village en ruine, on aperçoit toujours les plantations de cacao, ou les cabosses sèchent au pied des arbres.

« Les gens ont été expulsés, mais les cultures de cacao sont toujours là », constate Djéby, le président des jeunes du village de Dianfa. « Mais les planteurs se cachent pour venir récolter le cacao parce qu'ils craignent de se faire attraper par l'OIPR. »

Si Zamanamakro a été déserté, les planteurs se sont réinstallés dans les environs ou à l'extérieur du parc, et reviennent exploiter leurs parcelles. Pour Norbert Django, un Burkinabé qui a été expulsé du village et habite maintenant à Dianfa, le départ forcé laisse un goût amer, car aucun accompagnement n'a été prévu. « Il y en a qui sont encore dans le parc dans d'autres villages, certains sont ici à l'extérieur et reviennent s'occuper des cacaoyers. Certains sont repartis au Burkina Faso » explique-t-il.

Ses plantations sont à l'abandon depuis l'expulsion, « parce que je ne vais plus dans le parc, il faut payer beaucoup d'argent pour pouvoir aller récolter », explique-t-il. Selon plusieurs habitants de la zone, les agents de l'OIPR ont en effet mis en place un système de racket. Les exploitants illégaux devraient payer entre 100 000 et 200 000 francs CFA (entre 150 et 300 euros) pour accéder aux plantations du parc.

Ces informations provenant de plusieurs planteurs ont été fermement démenties par l'OIPR. « Il s'agit d'une pure invention des populations ne pouvant plus accéder à leurs plantations [...]. Cela a pour but de jeter le discrédit sur les agents afin de de saboter le processus de restauration engagé » réagit Rémy Kouassi Kouadio.

Entre corruption et manque de moyens financiers, la reforestation du parc de la Marahoué semble être une chimère. Avec une équipe de 8 personnes, l'OIPR compte réhabiliter un tiers du parc dans un premier temps. Un objectif qui mettrait des milliers de personnes vivant des cultures cacaoyères sur le carreau, sans qu'un politique de réinstallation n'ait été ébauché. (EurActiv 08-01-2018)

CHINA'S FINANCING OF PUBLIC WORKS IN MOZAMBIQUE EXCEEDS US\$2.28 BILLION

The Maputo/Catembe bridge, due to be opened in the next few months in the Mozambican capital, is the project with the biggest funding granted by China for the construction of infrastructure in the African country, the total amount of which exceeded US\$2.28 billion from 2000 to 2014.

The "Official Chinese Funding for Africa," document recently released by AidData, a research body linked to William & Mary University in the US, shows that the construction of the new bridge in the Mozambican capital costs an estimated US\$725 million, of which 95% was covered by a loan granted by the Export Imports Bank of China (ExIm) and the remainder by the Mozambican State Budget.

Last October the China Road and Bridge Corporation (CBRC) installed the first module of the 57 that will make up the main deck of the bridge connecting Maputo to the town of Catembe on the other side of Maputo bay, which was originally scheduled for completion at the end of 2017, but which is now expected to be opened in the first few months of 2018.

Construction of the bridge is part of the Maputo-Ponta de Ouro road construction project, over a distance of 209 kilometres. The project is divided into three parts – the first section from Maputo to Katembe, over 35 kilometres; the second section comprising Katembe-Ponta de Ouro (109 kilometres) and includes the repair/construction of roads between Katembe/Bela Vista and Bela Vista/South Africa and the third section of 63 kilometres covering the repair of the Bela Vista/Boane road.

The AidData document showed that the second largest slice of Chinese funding to Mozambique was granted by the same bank in 2013, in the amount of US\$416.5 million, to repair the Beira-Machipanda road.

The project is part of a package agreed in May 2013 during a visit to China by former President Armando Guebuza to build a set of roads that also includes the already inaugurated Maputo circular (US\$300 million) and the Bene-Zumbo (US\$278 million), among others.

The total of US\$2.28 billions of Chinese funding between 2000 and 2014 also includes almost US\$155 million of interest-free loans granted in 2007 for agriculture, health and education projects announced during a visit to Maputo by the former Chinese President Hu Jintao.

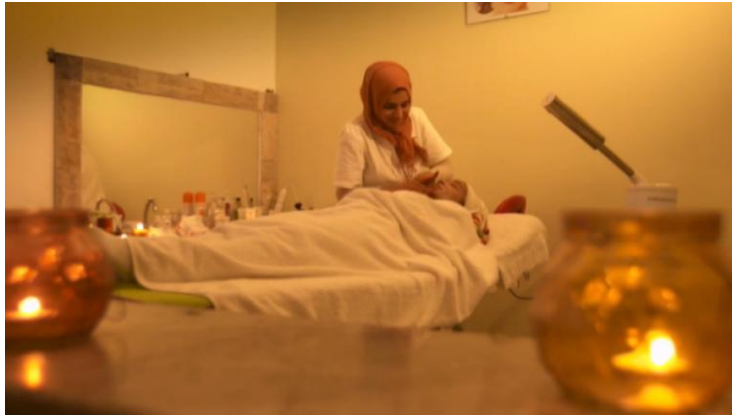
The list also includes funding of US\$133 million granted by the ExIm Bank for migration from analogue to digital broadcasting in Mozambique, by Chinese company Star Times, involving Mozambican public television and radio.

The same bank also appears in the AidData survey by granting a loan of US\$120 million in 2014 for the reconstruction of the fishing port of the city of Beira, in Sofala province.

In the same period, AidData identified schedule agreements and debt pardons valued at US\$95.4 million.

The Economist Intelligence Unit recently reported that the Mozambican government plans to strengthen its relationship with Asian countries in the coming years "in particular with China (a large creditor of Mozambique)." (08-01-2018)

EU AND EBRD SPUR INCLUSIVE GROWTH IN TUNISIA THROUGH LOANS FOR MICRO-ENTREPRENEURS



Kawther Bedhiaf at work in her beauty parlour

Kawther Bedhiaf is one of 1,000 ‘micro-entrepreneurs’ in Tunisia who have benefited from an EBRD credit line designed to help those frequently overlooked by commercial banks, as part of a project supported by European Union funding under its EU Initiative for Financial Inclusion.

Under the initiative, the EBRD has lent TND 4 million (the equivalent of €1.6 million) to [Microcred](#) for on-lending to women, young entrepreneurs and people living in rural areas to develop their own businesses.

Kawther Bedhiaf grew up in a town called Hedra, close to the mountains. *“Being surrounded by beautiful nature inspired me to become interested in local herbs and oils,”* she explains. *“My interest became a passion, so I decided to learn everything possible about organic products.”* Soon it dawned on her that her interest could be turned into a profitable business.

“I started to become a hairdresser, then studied to become a beautician. I took out a loan and started working.” A small loan of TND 4,000 through the EBRD credit line helped Kawther establish her dream business. Her beauty parlour uses only organic products and offers a full range of services: facial care, body massages, haircuts and treatments, manicures and pedicures.

Now, her business has become so popular that Kawther employs several people to work with her. She is particularly proud of having created job opportunities for other local women.

For small businesses and for entrepreneurs, access to finance is a major challenge in Tunisia, especially in less-developed regions.

“Our cooperation with the EBRD has helped us to provide financial support to the less developed regions of the country and to contribute to create new opportunities where they are most needed,” said Sehl Zargouni, Chief Executive Officer of Microcred Tunisia.

“Through the EU Initiative for Financial Inclusion we are able to help dynamic entrepreneurs to grow and create new jobs. This is how we can concretely improve people’s lives,” says Patrice Bergamini, Head of the EU Delegation to Tunisia.

Together with the EU, the EBRD is offering more loans of this kind to support women, young entrepreneurs and rural populations across the [southern and eastern Mediterranean \(SEMED\) region](#), helping to ensure sustainable, [inclusive growth](#).

The EU Initiative for Financial Inclusion is a comprehensive programme to help micro, small and medium-sized businesses in the southern and eastern Mediterranean region to become more competitive and grow. It provides finance and know-how to boost development and create jobs.

[Microcred website](#)

The Memorandum is supported by the ACP-African, Caribbean, Pacific Secretariat, Chamber of Commerce Tenerife, Corporate Council on Africa, CIP-Confederation of Portuguese Enterprises, Hellenic-African Chamber of Commerce and Development, HTTC - Hungarian Trade & Cultural Centre, NABC- Netherlands-African Business Council, SwissCham-Africa and other organisations. The Memorandum is also made available by AHEAD-GLOBAL, BCA, Chamber of Tenerife (by posting it at the Africa Info Market), CCA - Canadian Council on Africa, CCA - Corporate Council on Africa (USA), CIP,HTTC,NABC (by posting selected news) and SwissCham-Africa to their Members.



www.acp.int



www.camaratenerife.com



www.ccafrica.ca



www.corporatecouncilonafrika.com



www.cip.pt



www.helafrican-chamber.gr



www.htcc.org.hu



www.nabc.nl



Fernando Matos Rosa

fernando.matos.rosa@sapo.pt
fernando.matos.rosa@skynet.be



